

# Le départ de Dosière salué... mais pas trop

**LAON** Le député René Dosière n'est pas candidat à sa succession. De la gauche à la droite, réactions.



C'est quelques heures avant la venue de Bruno Le Roux que René Dosière a annoncé qu'il ne sera pas candidat. Jean-Marie Champagne

**L**undi, si le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux pouvait apparaître comme l'homme du jour, l'ancien patron des députés socialistes à l'Assemblée s'est un peu fait voler la vedette sur le terrain politique. Quelques heures avant sa venue au Service départemental d'incendie et de secours (Sdis), le député René Dosière a annoncé, un peu à la surprise générale, qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat (L'Union de mardi).

Pour Christophe Coulon, candidat LR aux législatives, « c'est une décision empreinte de sagesse. C'est toujours une idée positive de prendre conscience qu'il faut passer la main et que les gens souhaitent un renouvellement. » Le vice-président du conseil régional juge encore qu'« humainement, à 75 ans, il est légitime qu'il ait envie de consacrer plus de temps aux siens ». Tout en retenue, l'hommage n'ira pas plus loin.

#### **FAWAZ KARIMET "POUR UNE FOIS D'ACCORD AVEC LUI"**

« Je respecte. Pour une fois, je suis d'accord avec lui. », commente, quant à lui, son éternel adversaire Fawaz Karimet (divers gauche). « Il en appelle au renouvellement. Je note que j'ai 17 ans de moins que lui et mon suppléant Thomas Hennequin 55 ans

de moins », ajoute le conseiller départemental qui feint de s'étonner : « C'est bizarre, le seul nom qu'il cite, c'est le mien (L'Union de mardi - NDLR). C'est tout à mon honneur... »

**"C'est quelqu'un de sérieux qui travaille ses dossiers. Il est connu et reconnu"**

Brigitte Fournié-Turquin, EELV

Cela ne fait que renforcer sa détermination. « On ira jusqu'au bout, même si la campagne sera très dure »,

assure l'écu.

Du côté de Brigitte Fournié-Turquin, qui a l'investiture d'Europe Écologie - Les Verts, on salue « la pugnacité de Monsieur Dosière sur la question de la transparence des élus » et sa « fidélité sur ses choix politiques. C'est quelqu'un de sérieux qui travaille ses dossiers. Il est connu et reconnu. » La conseillère départementale EELV rappelle qu'elle l'avait soutenu au 2<sup>e</sup> tour des dernières législatives, même si, constate-t-elle, « l'écologie n'est pas sa tasse de thé. Nous avons eu des discussions assez fortes là-dessus. » ■

PHILIPPE ROBIN et SAMUEL PARGNEAUX

## ANTOINE LEFÈVRE POINTE LES PARADOXES

Le sénateur-maire Antoine Lefèvre reconnaît que le député a su « mener une belle carrière, sans avoir beaucoup d'amis politiques, tout en se construisant une image », mais il souligne des paradoxes. « Ce fut l'un des rares maires de Laon à ne pas avoir été réélu. Ce qui est curieux c'est qu'il a débuté sa carrière dans des fonctions où les dépenses allaient bon train, à Laon et à la Région, lorsqu'il était président, pour finalement terminer comme justicier des finances publiques. Il se dit aussi défenseur du petit commerce, alors qu'il a accepté l'arrivée du supermarché Continent. » Antoine Lefèvre constate que s'il a travaillé avec d'autres élus PS, il n'a jamais pu œuvrer avec René Dosière. « C'est un homme solitaire, qui fait aussi des déclarations après-coup. Comme sur le cumul des mandats. Il m'attaque mais lui aussi a été cumulard. Sur le Poma lorsque nous étions en discussions, il n'est jamais intervenu, sauf après... Je remarque aussi qu'il est intéressé par Macron, celui qui a empêché François Hollande de se présenter. Quand je dis qu'il est plein de paradoxes. Il donne beaucoup de leçons, qu'il applique peu à lui-même. Et si cela ne lui déplaît pas de plaie, il ne s'est jamais vraiment intéressé au territoire. »

# FILLONISTES MALGRÉ TOUT

**CHÂTEAU-THIERRY** Un comité pour soutenir François Fillon vient d'être lancé. Contre vents et marées judiciaires et médiatiques, les militants locaux promettent de tenir le cap.

## L'ESSENTIEL

- Un comité Fillon vient d'être lancé sur Château-Thierry. À ce jour, d'après ses initiateurs, il regrouperait une trentaine de membres. Ce comité est dirigé notamment par Dominique Berjot.
- Dans la période très compliquée que connaît actuellement François Fillon, ces militants estiment que ce dernier doit malgré tout maintenir sa candidature.
- Ces militants ont prévu ces prochains jours divers événements comme des distributions de tracts, ou encore des réunions sur des thèmes précis.



Jérôme Taurelle, Sébastien Manscourt, Dominique Berjot et Alain-Louis Gourdy. Pour eux, il n'y a pas de plan B, ou alors il s'agit de Bérézina !

rien d'Alain Juppé dans la circonscription, lui, positive largement : « On va réécrire une belle histoire. » La méthode Coué, le volontarisme, contre une vague judiciaire et médiatique qui ne faiblit pas depuis trois semaines.

## CICE ET TVA SOCIALE

Dominique Berjot s'étonne d'ailleurs que les accusations arrivent une fois la campagne commencée : « Pourquoi cela n'est-il pas sorti il y a 6 ou 8 mois avant la primaire ? C'est la droite qu'on veut éliminer ! »

Membre lui aussi de ce comité, mais ayant vécu en région Pays de la Loire et Castel depuis quelques années, Alain-Louis Gourdy a connu François Fillon, notamment du temps où il était président du conseil général de la Sarthe. « J'ai déjà vu Pénélope à ses côtés », témoigne-t-il. Mais qui en veut ainsi à leur champion ? Leurs regards se tourneraient plutôt vers Bercy, c'est-à-dire vers Macron, qui occupait il y a encore quelques mois ce ministère. Le candidat d'En marche est largement criti-

qué par ces fillonistes : « Il faudra ensuite une majorité », anticipe Dominique Berjot, à propos de l'ancien ministre de l'Économie qui a ravi la deuxième place dans les sondages à François Fillon et qui casse l'habituel clivage gauche/droite. « Et puis, il ne faut pas oublier qu'il est responsable du programme de François Hollande. »

## LES 100 JOURS

Mais le candidat Macron n'est-il pas aussi un libéral ? « Le CICE n'est autre que la TVA sociale »,

nuance Sébastien Manscourt, à propos du crédit impôt compétitivité emploi, dont Emmanuel Macron est l'inspirateur.

Les mesures préconisées par François Fillon ne sont-elles pas trop rudes pour « la France d'en bas » ? « Le projet Fillon peut relancer la France, il veut faire de notre pays la première puissance européenne dans dix ans », insiste Dominique Berjot. Alain-Louis Gourdy est affirmatif : « Son programme me convient ».

Et si François Fillon accède au plus haut niveau de l'État, Sébastien Manscourt appuie sur la logique des 100 jours, période pendant laquelle il faudra faire les réformes, y compris par ordonnances. Et si ça coïncide avec des manifestations dans la rue ? « Il faudra tenir », prévoit Jérôme Taurelle, militant lui aussi, de Mézy-Moulins.

Reste désormais à écrire la suite de cette histoire. ■ **MICHEL MAHNEVRET**

## DYNAMIQUE TERRITORIALE ET CDI

Sébastien Manscourt privilégie la notion de « territoire » à l'approche de cette période électorale, et surtout de projet de territoire. Une dynamique territoriale qu'il voit d'ailleurs de manière plus large que les autres élus, puisqu'il souhaite une intercommunalité dans le sud de l'Aisne qui englobe également Soissons et une partie du Laonnois. Assez logiquement, le maire de Hartennes-et-Taux se soucie du CO<sub>2</sub>, l'axe qui irrigue tout le sud de l'Aisne dans le sens nord-sud. Une route qui mérite chacun de ses quelques aménagements, pour faciliter les échanges entre les cités du haricot et des blattes.

SANTÉ

# “LA PRISE EN CHARGE DES CANCERS VA EXPLOSER”

L'institut Godinot, à Reims, interpelle les candidats à la présidentielle pour que le cancer reste une priorité nationale de santé publique.

LES FAITS

• **Un nouveau rapport** d'étape sur le déroulement du 3<sup>e</sup> plan cancer a été remis hier au président de la République.  
 • **À quelques semaines** de la présidentielle, dix huit centres français de lutte contre le cancer, dont l'institut Godinot de Reims, milite pour que les candidats s'emparent de cette problématique majeure pour « qu'avance la lutte contre le cancer au cours du prochain quinquennat ».  
 • **À Reims, le cancérologue** Tan Dat Nguyen nous explique ce qui va et doit changer dans ce domaine.

l'ordre de 30 000 consultations par an, un volume comparable à ce qui se fait également dans le groupe privé Coulanges et au CHU de Reims », indique le professeur Tan Dat Nguyen, cancérologue à Godinot. Pour lui, « il y a urgence à ce que l'État prenne la problématique de la lutte contre le cancer à bras-le-corps et la conserve comme mission régalienne, tant les choses évoluent rapidement. » Le nombre de cancers augmente (250 000 nouveaux cas par an) et en conséquence, celui des consultations, alors que celles-ci se multiplient aussi pour répondre à une nécessaire qualité des soins. Dans le même temps, la durée des hospitalisations se réduit, les techniques et les traitements coûtent de plus en plus cher, le numérique s'installe partout... « Nous sommes face à une extraordinaire mutation de la cancérologie, la course de la prise en charge des cancers va exploser », annonce le professeur Nguyen.

**“FAIRE PARTICIPER LE PATIENT”**  
 Priorité : permettre l'accès à des soins de qualité sans dépassement d'honoraires. Si le point financier est clair, l'expression « soins de qualité » englobe une série de paramètres parmi lesquels la communication, le dialogue avec les

patients, sont essentiels. « Nous devons ressentir la personnalité du malade, le faire participer à la prise de décision s'agissant de son traitement. Sans paternalisme, je dis à un malade que c'est moi qui l'écoute et non le contraire. Je lui donne les informations, les moyens de partager la prise de décision. Après, il faut aussi partager les modalités du traitement, non seulement avec le malade mais aussi avec le pharmacien qu'il côtoie, son entourage, son voisinage. »



**“La durée de vie a fortement augmenté. Le 4<sup>e</sup> plan cancer doit traiter de l'amélioration des conditions de vie”**

Le professeur Nguyen

De même, les centres anti-cancer militent pour renforcer l'implication des proches et des associations dans la vie des établissements de santé.

**“LE BON TRAITEMENT, AU BON ENDROIT, AU BON MOMENT”**

Le spécialiste sait parfaitement que de telles démarches d'accompagnement réclament du temps et des moyens, humains et financiers. Il sait aussi que les déplacements qu'effectuent les personnels soignants vers les malades et ceux-ci vers les centres de soins, ne pourront plus se développer à l'envi. Aussi est-il nécessaire de mieux coordonner les soins et les parcours des patients. Dans ses propos, le professeur Nguyen inclut autant l'augmentation des dépistages ciblés que la



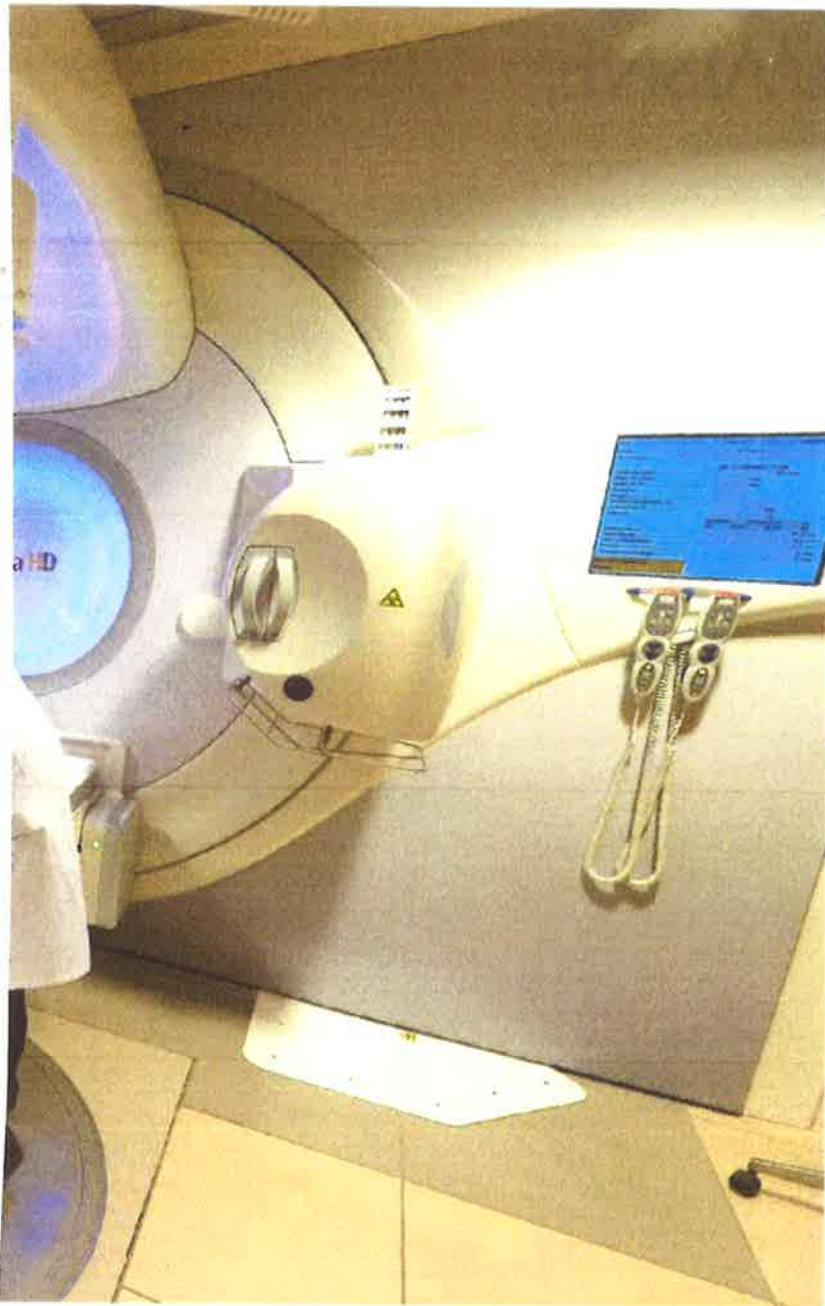
L'institut de cancérologie Jean-Godinot s'est doté, il y a quelques semaines, d'un accélérateur en radiothérapie et un scanner supplémentaire va arriver cette année. Christian Lanterois

personnalisation des traitements ou que la mise en œuvre « d'une vraie gradation des soins ». « Il n'est pas nécessaire de venir à Godinot pour un saignement. L'essentiel est de donner au patient le bon traitement, au bon endroit et au bon moment. Tout est fonction de son état de santé. C'est important dans notre région, on peut dispenser de bons traitements à Charleville-Mézières, Châlons-en-Champagne ou Soissons. »

Unicancer insiste par ailleurs et fortement sur le développement et le soutien aux différentes formes de recherche ; plaide en faveur d'un rapprochement des données de santé, d'un développement de la santé connectée ; souhaite une répartition élargie et plus efficace des rôles au sein des équipes soignantes, notamment dans le domaine des « pratiques avancées » (par exemple, une infirmière qui sait évaluer la douleur

## BIENTÔT UN SERVICE DE RADIOTHÉRAPIE À SOISSONS

« Nous avons des projets plus qu'avancés avec les centres hospitaliers de Soissons et de Château-Thierry. Nous allons ouvrir, là, cette année, un service de radiothérapie à Soissons », indique le professeur Nguyen. En janvier 2016, le directeur de l'hôpital soissonnais, Freddy Seiveaux, avait annoncé qu'un projet en ce sens avait été déposé auprès de l'Agence régionale de santé pour que la patientèle sud-axonaise n'ait plus besoin de se rendre à Compiègne, Reims ou Saint-Quentin. Le service devait donc être opérationnel cette année. De même, la prise en charge des déplacements d'une région à une autre devrait être facilitée. Car rappelons que s'il est quand même plus simple aux patients du sud de l'Aisne de consulter à Reims plutôt qu'à Lille, ceux-ci dépendent de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France et non de celle du Grand Est.



## L'INSTITUT GODINOT, UNE STRUCTURE À PART



Près de 380 personnes travaillent à l'Institut Godinot de Reims.

Ce n'est pas le seul établissement de la région où des personnes touchées par des cancers peuvent venir consulter et se faire soigner. Mais l'Institut Godinot de Reims est une structure particulière : un établissement de santé privé à but non lucratif, exclusivement dédié aux soins, à la recherche et à l'enseignement de la cancérologie. L'institut est composé de près de 380 personnes, dont 42 praticiens.

« C'est une structure extrêmement souple sur le plan du fonctionnement puisque nous sommes un organisme de structure privée qui rend un service public à 100 % », indique le professeur Nguyen, directeur médical délégué de l'institut. La souplesse de fonctionnement concerne tout : l'organisation médicale, paramédicale, les investissements... tout peut se régler aussi vite que dans le système libéral. L'institut dispose d'un plateau technique extrêmement moderne. Une nouvelle machine de traitement est arrivée il y a quelques semaines, une nouvelle IRM il y a moins de deux ans et un scanner supplémentaire va arriver cette année.

« Le deuxième point intéressant de notre institut c'est le côté généraliste qu'offre la cancérologie. C'est extrêmement intéressant pour les patients. Elle permet d'aborder tous les domaines de cette pathologie, qui est en fait une pathologie très diversifiée, qui touche hommes, femmes, enfants, et de nombreux organes. »

L'institut permet d'allier la recherche à la pratique « Une recherche clinique, fondamentale, translationnelle... rien n'est figé. Vous pouvez trouver le médecin dans le service le matin et l'après-midi au laboratoire. »

« Créé en 1927, le centre a toujours maintenu un aspect très socio-humain. » « On a été les premiers à faire des réunions de concertation entre médecins, devenues obligatoires il y a une quinzaine d'années. On a ce souci très fort vis-à-vis de la personne humaine. »

« On souffre parfois d'un manque de masse critique, c'est un peu une des caractéristiques de notre région. Il y a un moment où il faut avoir plus de moyens en personnels, en appareillages pour arriver à être plus performants sur les résultats que l'on pourrait avoir, notamment en termes de recherche. »

## LES AUTRES POINTS

### Plan cancer : des progrès et des domaines encore perfectibles

Un point sur les avancées du troisième plan cancer a été réalisé ce mardi matin en présence du président de la République. « Les progrès faits dans le domaine de l'éducation à la santé, du dépistage, de la prévention et du droit à l'oubli ont été soulignés, précise l'Élysée dans un communiqué. L'équité d'accès aux soins, le soutien aux parents victimes d'un cancer, la reprise de l'activité professionnelle demeurent perfectibles. Le président de la République a souligné l'importance de la continuité des actions menées depuis le premier plan cancer et qu'à ce titre, il est nécessaire de concevoir les actions futures dans le cadre d'un plan dont le retentissement va au-delà du cancer. »

### Don par SMS pour la journée internationale du cancer de l'enfant

C'est ce mercredi 15 février la journée internationale du cancer de l'enfant. À cette occasion la Ligue contre le cancer met en place une campagne de don par SMS, une première car ce système n'existe en France que depuis la fin du mois de décembre. Pour faire un don de 3 euros, il suffit d'envoyer UG au 92 103. L'envoi du SMS est gratuit et la somme sera reportée sur sa facture mobile. « Chaque année, près de 2 500 nouveaux cas de cancers sont recensés chez les enfants et les adolescents et, avec plus de 500 morts par an en France, le cancer reste la première cause de décès par maladie chez l'enfant et l'adolescent, rappelle la Ligue. Un taux global de survie à cinq ans de 80 % est obtenu chez les enfants atteints de cancer, au prix toutefois de nombreuses séquelles et effets secondaires. Aussi, il est indispensable de guérir plus et mieux ces cancers, notamment en mettant en place de nouvelles approches thérapeutiques. »

d'un patient est en mesure de prescrire la morphine qui va le soulager).

Finalement, le professeur Nguyen convient que le programme porté par Unicancer anticipe le futur plan cancer qui devra aussi prendre en compte l'amélioration des conditions d'existence des patients « dont la durée de vie a considérablement augmenté ». ■

JEAN-MICHEL FRANÇOIS  
et GREGOIRE AMOR-TAMMASSED

### LE TABAGISME AU CŒUR DU 3<sup>e</sup> PLAN CANCER

Hier, François Hollande a pris officiellement connaissance du nouveau rapport d'étape sur le déroulement du 3<sup>e</sup> plan cancer, pour la période 2014 - 2019. Celui-ci a été lancé par le Président il y a trois ans. Son but : donner les mêmes chances à tous, partout en France, de guérir de cette maladie.

« Un des axes stratégiques du plan a consisté à l'élaboration du programme national de réduction du tabagisme, responsable de 30 % des décès par cancer. Ce programme visait à réduire d'un tiers le nombre de fumeurs d'ici à 2019, à descendre sous la barre de 20 % de fumeurs d'ici à 2024 et faire en sorte qu'à l'horizon 2034, les enfants nés après 2014 soient la première génération de non-fumeurs. »

# La maison des sportifs Léo-Lagrange

La maison des sportifs sera un espace de convivialité pluridisciplinaire pour buller en terrasse.

**L**e parc Joncourt et le stade Vélodrome ont leurs club-houses, pour le football et le rugby. Le complexe sportif Léo-Lagrange n'avait pas encore l'équivalent.

Ce sera bientôt chose faite, avec le projet de maison des sportifs lancé dans le débat d'orientation budgétaire (notre édition du 11 février). « Le maire a considéré que cela manquait et nous avons une forte demande des clubs basés là, avec en premier lieu l'athlétisme, qui n'a rien de très confortable pour ses fêtes de fin d'année » rappelle Nabil Aïdi, adjoint en charge de la jeunesse et des sports.

## SIX CLUBS Y SERONT À DEMEURE

Six clubs sont « à demeure » : l'athlétisme, la gymnastique, le judo, le tennis de table, le tir à l'arc, le volley. Soit environ 700 licenciés. Mais il y a un potentiel de 1.600 utilisateurs pour la maison des sportifs si l'on prend en compte les créneaux du foot, du rugby, du badminton, du tennis ou de l'aéromodélisme. Sans oublier que 130 compétitions, avec

## 600 000 euros

C'est le montant en euros pour un bâtiment installé en dévers bénéficiant d'une terrasse de 70 m<sup>2</sup> avec vue sur terrain d'honneur.

ce que cela signifie de clubs invités, sont organisées chaque année sur le site.

« La maison des sportifs sera inscrite au budget primitif, fin mars, et puis ce seront les temps du permis de construire, des appels d'offres... Nous sommes partis sur deux exercices, 2017 et 2018. »

## FONDATIONS SPÉCIALES POUR TERRAIN EN DÉVERS

Le projet pèse 600 000 euros, contre 350 000 pour le club-house du rugby. C'est que la maison va se situer sur la pente de gazon entre la salle Charles-Hamart et le terrain principal, et que bâtir sur un terrain en dévers, cela demande des fondations spéciales.

Il y aura 100 m<sup>2</sup> de club-house proprement dit, avec également dans le bâtiment un bureau, une réserve, un local de rangement, des toilettes, sans oublier, cerise sur le gâteau, une terrasse de 70 m<sup>2</sup>, « le belvédère, » avec vue plongeante sur le terrain d'honneur et sa piste d'athlétisme.

*« Nous voulons que chacun s'approprie les lieux comme s'il s'agissait du club-house de sa seule discipline, de sa maison »*

Nabil Aïdi

Au niveau de la gestion de cette maison des sportifs, « nous aurons l'œil sur le calendrier en tenant compte des demandes des uns et des autres, et nous voulons que dans ce cadre, dans le respect d'un règlement intérieur, chacun s'approprie les lieux comme s'il s'agissait du club-house de sa seule discipline, de sa maison. » ■ FRANÇOIS FENÉ

LAON

# Des idées pour mieux circuler

L'association Autan ouvre une antenne locale dans la ville préfecture. Le but est d'équilibrer les rapports de forces entre les usagers et les autorités organisatrices des transports en commun.

Les Laonnois qui sont confrontés à des difficultés liées aux transports collectifs disposent d'un nouvel interlocuteur avec la présence à Laon d'une antenne locale de l'association Autan (Association des usagers des transports Aisne Nord), la structure présidée depuis septembre dernier par Benjamin Marchandise à Saint-Quentin.

« Nous avons décidé de nous implanter également dans la ville préfecture et dans le nord du département parce que dans cette zone, les usagers des transports ont mis en questions à poser, aux dirigeants de la SNCF par exemple », indique Sébastien Willemijns, le correspondant laonnois de l'association.

Le redécoupage des régions a éloigné les usagers des centres de décision, constatent les acteurs de terrain.

« Tout ce qui touche à la liaison Laon/Reims concerne maintenant la région Grand Est, illustre à cet effet M. Willemijns. D'où l'importance d'être informés lorsque des difficultés se posent afin que nous puissions solliciter des réponses lors des réunions que nous avons avec les responsables. »

## DE PREMIERS RÉSULTATS

L'association a déjà obtenu le rétablissement de correspondances en gare de Laon sur les lignes vers Reims au départ d'Amiens, Saint-Quentin et Tergnier, de même que



L'association a déjà obtenu le rétablissement de correspondances en gare de Laon sur les lignes vers Reims au départ d'Amiens, Saint-Quentin et Tergnier.

l'amélioration des horaires des cars de substitution sur les lignes Amiens Tergnier et Tergnier Laon.

« Nous avons participé au dernier comité TER organisé à Laon et nous allons solliciter un rendez-vous au-

près de la direction des TUL. Il nous paraît possible d'améliorer le confort des usagers des bus sur le

plan des horaires, des fréquences des passages, ou du réseau. »

**« Il est important d'appartenir à un mouvement collectif si l'on veut défendre les droits des usagers »**

Sébastien Willemijns

Les usagers domiciliés sur le territoire de la communauté d'agglomération peuvent dès à présent communiquer leurs éléments aux responsables de l'association. Lesquels n'excluent pas de les faire participer aux prochaines rencontres organisées avec la direction des entreprises de transport.

« Il est important d'appartenir à un mouvement collectif si l'on veut défendre les droits des usagers », rappelle Sébastien Willemijns.

Dans les revendications immédiates de l'association figurent notamment « des temps de concertation plus importants entre les autorités organisatrices de transports et les usagers, une meilleure prise en compte des habitants du nord de l'Aisne dans les politiques de transport et des tarifs moins chers et plus lisibles pour l'ensemble des transports en communs. »

WES KLEIN  
Association Autan : alsnenord@gmail.com.

ENVIRONNEMENT

# DE QUELLE QUALITÉ EST VOTRE EAU DU ROBINET ?

**HAUTS-DE-FRANCE** Une récente étude de l'UFC-Que Choisir confirme la bonne qualité générale de l'eau publique. Mais des points noirs existent en Picardie, à cause des pesticides pour l'essentiel.



Plus de huit consommateurs sur dix font confiance à la qualité de l'eau du robinet. Celle-ci présente un avantage non négligeable : elle est 65 fois moins chère que l'eau en bouteille. (Photo : Fred Haslin)

**F**aut-il craindre de boire l'eau du robinet ? Globalement non, si l'on en croit la récente étude de l'UFC-Que Choisir sur le sujet, réalisée à partir des analyses officielles des Agences régionales de santé (ARS). L'association de consommateurs a dressé une carte interactive attribuant à chaque commune des appréciations, de « bonne » à « très mauvaise », à partir des fréquences de non-conformité des analyses.

#### « SURTOUT EN RURALITÉ »

« Le constat global est très rassurant : sur l'ensemble des paramètres sanitaires, l'eau du robinet est de très bonne qualité (...) pour 95,6% des consommateurs français ». Néanmoins, « 2,8 millions, essentiellement dans des petites communes rurales, reçoivent une eau non-conforme », affirme l'association. Dont 2 millions à cause de la présence de pesticides dans 5% des réseaux d'eau en France.

En Picardie, plusieurs dizaines de communes concentrent ainsi des eaux jugées « très mauvaises », mais autorisées. Surtout à cause des pesticides. C'est le cas dans la Somme dans le Neslois (autour de Fonches-Fonchette) ou dans le Bernavillois (à Heuzecourt et Saint-Acheul). Dans l'Oise, une trentaine de communes

du Beauvaisis sont concernées entre Quincampoix, Grandvillers et Giémévillers. Mais également du côté de Crèvecœur-le-Grand (Hardivillers), entre Roye et Noyon (Crappeumesnil) et autour de Ressons (de Gury à Vignemont). L'Aisne n'est pas épargnée non plus autour de Soissons, du Laonnois et d'Anizy-

le-Château, avec selon les endroits des présences aussi de nitrates voire de fluor.

#### « VÉTUSTÉ DES CANALISATIONS »

La présence de pesticides dans les petites communes « s'explique avant tout par la faiblesse de leurs capacités financières, le manque de personnel et la vétusté des canalisations », commente l'UFC. Ce constat se vérifie en Picardie, même si les chiffres restent contenus. « Non parce que les agriculteurs ont amendé leurs pratiques, mais grâce à une coûteuse dépollution financée à 87% par les consommateurs et 6% par les agriculteurs ».

Si l'Oise et la Somme, « zones de grandes cultures », figurent parmi les départements les plus touchés cités par l'association, la qualité tend-elle néanmoins à s'améliorer en Picardie ? Contactée, l'Agence régionale de Santé des Hauts-de-France n'a pas souhaité répondre à cette question. « En

France, l'eau du robinet est l'un des aliments les plus contrôlés pour en garantir la sécurité », nous a fait savoir l'ARS dans un communiqué. Où l'on souligne que « l'abonné reçoit annuellement avec sa facture d'eau une synthèse sur la qualité de l'eau ». Ces données sont visibles par ailleurs, commune par commune, sur le site web de l'ARS.

L'eau du robinet fait l'objet de 15 millions d'analyses annuelles par l'ARS, auxquelles il faut en ajouter 8 millions d'autres effectuées par les opérateurs de l'eau. Des efforts qui ont fini par infuser sur les Français. Selon le dernier baromètre (Tns-Sofres/CIEAU2016), ils sont 81% à lui accorder leur confiance. ■

OMÉL. PAVALLON

sur le web  
**COURRIER-PICARD.FR**

Retrouvez la carte interactive de l'UFC-Que Choisir

## Le dessin de Chaunu



## Le mauvais souffle

**L'éditorial**  
**d'Hervé Chabaud**

François Fillon mesure-t-il la résonance du « Penelopegate » dans l'opinion publique et, mieux encore, dans son propre électorat ? L'enthousiasme des militants et l'espérance des Français mobilisés pour le sacre de la primaire sont retombés comme un soufflet. Même s'ils serrent les rangs, l'exaspération et la déception sont à un tel niveau que la campagne de la droite et du centre donne l'impression d'être en panne. Même les parlementaires sont atteints par le syndrome du doute aussi, les mots du candidat pour stimuler leur énergie et fédérer leur action provoquent dans l'immédiat un rassemblement de raison d'autant plus vulnérable que, sur le terrain, les élus républicains ou centristes mesurent au quotidien le souffle du vent mauvais. Le climat n'est pas simplement stressant. Il est désespérant parce que le projet pour l'alternance est remis dans le quatrième tiroir et que tout

**Il lui faut redéfinir  
un contrat social  
de confiance qui repose  
sur le socle des valeurs**

est focalisé sur le déroulé et les péripéties d'une enquête, exigée en urgence et dont l'issue, même rapide, est imprévisible. François Fillon est au pied du mur mais comme le mentionnait Maurice Bedel : « La peur est une récréation de la volonté, la dilection des faibles. » Alors, il lui faut redéfinir un contrat social de confiance avec les gens qui reposent sur le socle des valeurs fondatrices du gaulisme et tiennent compte d'un monde en grand mouvement. Lorsque la France, qui vacille déjà sur ses repères, se prend à douter de celui qu'elle plaçait en tête des politiques en capacité d'engager le redressement du pays, le risque d'une dépression civique brutale représente un immense danger.

Quand le soupçon d'illégalité et d'immoralité pollue l'environnement jusqu'à rendre inaudible le projet de l'alternance, bien malin est celui qui peut identifier la recomposition des périmètres politiques ou la capacité de celui qui est assommé à se préserver.



Le dessin d'Alex

**ALERTE**  
ENLEVEMENT



Le programme du petit Emmanuel a disparu. Nous ne pouvons vous renseigner sur sa couleur au moment de la disparition puisqu'il n'a jamais été vu. Si vous trouvez un protégé-cahier avec le nom du petit, ramenez-le d'urgence à sa professeure Brigitte, qui lui fera parvenir.

Alex



CETA et libres échanges

L'éditorial  
de DANIEL MURAZ

Le CETA va refaire parler de lui aujourd'hui. Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* vient en effet en séance plénière du Parlement européen, après une première opposition wallonne à l'automne qui avait mis en lumière ce « petit frère » franco-canadien du TAFTA (l'accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Europe aujourd'hui plus ou moins gelé). Un traité accusé notamment d'atteinte à la souveraineté des États par l'instauration de tribunaux d'arbitrage et de niveler par le bas les normes sanitaires et environnementales. Et cela alors que l'air du temps est moins favorable aux thèses libre-échangistes depuis l'arrivée à la Maison-Blanche d'un Donald Trump très protectionniste. Même au niveau français, le discours sur la « mondialisation heureuse » suscite moins d'adhésion béate. Parmi les candidats à la présidentielle française, Emmanuel Macron est le seul à se positionner clairement en faveur de cet accord de libéralisation du commerce. À droite, c'est plutôt un flou gêné qui do-

mine dans le camp Fillon. Et le CETA a réussi l'exploit d'unir contre lui toute la gauche, de Jean-Luc Mélenchon au PS en passant par les communistes et les Verts. De quoi servir d'exemple à une unité encore introuvable pour la présidentielle ? Cette unité montre en tout cas l'existence de convergences fortes. Mais elle révèle aussi des divergences de fond parmi les socialistes. Voilà une semaine à l'Assemblée, deux lignes se sont opposées sur le sujet parmi les députés PS, qui ont finalement choisi de... s'abstenir sur une proposition de loi communiste appelant à un référendum sur la question. De même, le CETA devrait être approuvé ce mercredi au Parlement de Strasbourg par une majorité de droite et de libéraux avec l'appui d'une bonne partie du groupe social-démocrate. Il sera néanmoins intéressant de regarder le vote des députés européens français. Histoire de voir la cohérence entre les discours à Paris et les votes à Bruxelles. Et surtout parce que le CETA devra ensuite être ratifié par les parlements de chaque état membre de l'Union. L'occasion de nouveaux débats et libres échanges à droite et surtout à gauche. ■

L'air du temps  
est moins  
favorable  
aux thèses  
libre-échangistes

POLITIQUE

# Fillon éteint une nouvelle fronde à droite

Le candidat de la droite reconnaît que la campagne est difficile mais réaffirme qu'il maintient sa candidature.

**S**ilôt rentré de La Réunion, François Fillon est venu hier à l'Assemblée tenter d'éteindre une nouvelle fronde à droite, excluant toujours son retrait de la présidentielle, « qui créerait une crise majeure » d'autant qu'à ses yeux il n'y a pas de « solution alternative ». Fidèle, selon un député LR, à sa ligne « moi ou le chaos », le candidat de la droite, toujours englué dans l'affaire des emplois présumés fictifs de ses proches, a prévenu que son retrait provoquerait un risque « d'effacement » de la droite au profit de Marine Le Pen, qui se verrait « ouvrir une porte ».



*« La campagne présidentielle, ce n'est pas un brevet de moralisme »*

Damien Abad, député Les Républicains de l'Als

réclamé la tenue d'un bureau politique pour débattre d'un plan B. « Ce n'est pas je ne sais quelle instance du parti qui va décider du candidat à l'élection présidentielle. Il y a eu une primaire (...) et m'étant entretenu avec les principaux candidats, notamment Nicolas Sarkozy et Alain Juppé, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de solution alternative », a lancé M. Fillon. Selon des participants à cette réunion à huis clos, la « grande majorité » des députés, « voire 90 % », ont soutenu François Fillon. « Crier avec les loups sans proposer de solution politique, ce n'est pas très courageux », a résumé l'un d'eux. Mais beaucoup ont aussi témoigné de

« leurs difficultés sur le terrain » avec « des électeurs choqués par les sommes gagnées par l'épouse et les enfants Fillon ». Dans une famille politique, il y a la nécessité de se dire les choses clairement », a résumé le porte-parole de M. Fillon, Thierry Solère. « À l'intérieur de la famille, tout est réglé », a renchéri le président du groupe LR, Christian Jacob, qui récuse le terme de « frondeurs ». Le chef de file de ces derniers, le sarkozyste George Fenech, a fait marche arrière pendant la réunion alors que, le matin même, il faisait circuler « une lettre ouverte » réclamant un bureau politique face à « une crise majeure ». Face aux députés, M. Fillon a assuré qu'il allait continuer à faire campagne, notamment aujourd'hui à Compiègne, dans l'Oise, après avoir déjeuné avec Nicolas Sarkozy.

Il veut aussi mettre l'accent sur « la sécurité » avec la situation « dans les banlieues ». Habituellement prompt à les ignorer, il s'est réjoui des sondages qui « ont commencé à remonter un peu », alors que « ceux de M. Macron sont en train de baisser ». S'agissant de la cote d'adhésion, M. Fillon est toutefois en chute libre et se retrouve à 22 %, soit une baisse de dix points en un mois, selon un sondage Odoxa publié aujourd'hui. ■



François Fillon va continuer à faire campagne sur le terrain. Il sera aujourd'hui à Compiègne, dans l'Oise. AFP

## THIERRY SOLÈRE VISÉ PAR UNE ENQUÊTE FISCALE

Thierry Solère, porte-parole de François Fillon pour la présidentielle, a « omis de régler une partie de ses impôts » entre 2010 et 2013, des soupçons de fraude fiscale qui font l'objet d'une enquête préliminaire du parquet de Nanterre, affirme le Canard enchaîné dans son édition d'aujourd'hui. Le parquet de Nanterre a confirmé hier sans plus de détails qu'une enquête préliminaire est en cours depuis le 6 septembre 2016 à la suite d'une plainte pour fraude fiscale de Berys visant M. Solère, pour des faits étalant de 2010 à 2013. Le site d'informations en ligne Mediapart avait révélé cette plainte début septembre. L'hebdomadaire satirique affirme que « le couple Solère a omis de régler une partie de ses impôts sur le revenu de 2010 à 2013, ainsi que la taxe foncière de la dernière année. L'oubli lui a valu une "saisie arrêt sur salaire" ». Selon le Canard, M. Solère avait salarié son épouse Katiine Jheet-Solère pour « 4 400 euros net mensuels sur les six derniers mois de l'année 2012 », soit les six premiers de son mandat de député des Hauts-de-Seine. Le député ne dispose pas de permanence parlementaire dans la circonscription ni même à l'Assemblée nationale, selon l'hebdo.

## BES PARLEMENTAIRES CONSTATENT LEUR «IMPOSSIBILITÉ DE FAIRE CAMPAGNE»

«Honnêtement, ça serait peut-être plus facile pour moi personnellement et ma famille de ne pas être dans cette compétition aujourd'hui. Cette décision (de rester), je l'ai prise. Je ne reviendrai pas dessus », a dit le vainqueur de la primaire de la droite. Il répondait ainsi à une vingtaine de parlementaires, notamment sarkozystes, comme George Fenech, Alain Gest, Claude Coasguen ou Sébastien Huyghe qui, lors d'un dîner la veille, avaient constaté leur « impossibilité de faire campagne » face aux dégâts provoqués par le « Penelopegate » et

# LE MEDEF PROPOSE QUATRE BLOCS DE RÉFORMES

L'organisation patronale a présenté hier ses propositions de réforme pour redresser l'économie. Pierre Gattaz, le président du Medef, compte recevoir tous les candidats à la présidentielle.



La confiance, c'est le « mot magique » pour Pierre Gattaz, le président du Medef. AFP

Le Medef a présenté hier ses propositions de réforme pour redresser l'économie, articulées autour de quatre axes, avec la confiance comme « mot magique », selon son président Pierre Gattaz. L'organisation patronale a rassemblé ces propositions dans un livre bleu de 170 pages, intitulé « Le monde change, changeons la France ! » « Faire confiance aux entreprises, c'est la clé, alors écoutons les entrepreneurs », a lancé M. Gattaz sur Europe 1.

**« SUPPRIMER TOUTES LES TAXES SUR LES FACTEURS DE PRODUCTION »**  
« Sans confiance ni croissance, l'économie française a quand même réussi à créer 200 000 emplois en 2016, alors si on met un peu de confiance, c'est le mot magique », a-t-il souligné. Le Medef propose ainsi quatre axes de réformes pour redresser l'économie : baisse de la fiscalité pour restaurer les marges des entreprises, flexibilité du marché du travail, simplification et éducation-apprentissage. « Notre système d'éducation a perdu sa force alors qu'on y met des moyens importants », a déclaré

Jean-Pierre Letartre, président d'EV France qui a contribué à l'ouvrage, lors d'une conférence de presse au siège de l'organisation patronale, jugeant notamment que les entreprises devaient être plus étroitement associées aux projets de l'éducation nationale. M. Letartre a aussi fustigé en France « un problème de fabrication des normes », et ajouté que l'entreprise était « un lieu où les règles peuvent se discuter ». Sur le chapitre de la fiscalité, cher au patronat, le Medef veut « supprimer toutes les taxes sur les fac-

## LES RÉFORMES PRONÉES PAR LE MEDEF

Quelques pistes du livre bleu « Le monde change, changeons la France ! »

### FISCALITÉ

- ✓ Supprimer les taxes sur la production
- ✓ Réduire le taux de l'impôt sur les sociétés à 22 %
- ✓ Supprimer l'impôt sur la fortune
- ✓ Instaurer un impôt à taux unique sur les revenus de l'épargne
- ✓ Transformer le CICE en allègements de charges
- ✓ Actualiser les baisses de et arges de 30 Mds €

### SIMPLIFICATION ET ÉCONOMIES

- ✓ Redéfinir les missions de l'État
- ✓ Transformation numérique prioritaire de l'Administration
- ✓ Réduire le nombre de collectivités territoriales et réduire la restriction du cumul des mandats
- ✓ Simplifier les normes en droit du travail
- ✓ Retenir le Code du travail
- ✓ Non remplacement de 2 fonctionnaires sur 3 partant à la retraite

### MARCHE DU TRAVAIL

- ✓ Flattener les indemnités poud'heures salariales sans cause réelle et effective
- ✓ Reculer à horizon 2026 l'âge légal de la retraite à 65 ans (43 ans de cotisation)
- ✓ Faire converger les dépenses de retraite publiques et privées
- ✓ Élargir le licenciement économique à toute réorganisation de l'entreprise

### ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE

- ✓ Améliorer en priorité la transmission des savoirs fondamentaux
- ✓ Valoriser la voie professionnelle
- ✓ Mieux orienter les élèves
- ✓ Développer l'esprit d'entreprise dès l'école
- ✓ Accroître davantage d'autonomie aux établissements
- ✓ Simplifier la réglementation des contrats d'apprentissage

170

Les propositions de l'organisation patronale sont rassemblées dans un livre bleu de 170 pages, intitulé « Le monde change, changeons la France ! »

teurs de production », réduire le taux de l'impôt sur les sociétés à 22 %, supprimer l'impôt sur la fortune et instaurer une « flat tax »

(impôt à taux unique) sur les revenus de l'épargne. Le syndicat patronal a également approuvé à transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de charges et réclamé de nouvelles baisses de charges de trente milliards d'euros. « Les 30 milliards, nous pensons que ça pourrait se financer par deux points de TVA en plus, c'est-à-dire 16 milliards, et le complément par une baisse des dépenses publiques qui peut se faire rapidement mais éta-

lée dans le temps », a précisé ensuite M. Gattaz. « Il faut quelqu'un de gauche ou de droite, on s'en fiche » pour mener ces réformes, a-t-il dit sur Europe 1. Le Medef, associé à neuf autres organisations patronales, recevra tous les candidats à la présidentielle pour discuter de leurs programmes économiques « dans une salle à Paris », les 21, 28 mars et 5 avril. « Nous allons les faire interviewer par trois ou quatre chefs d'entreprise pour qu'ils nous détaillent leurs programmes économiques et pour voir si c'est cohérent ou pas », a indiqué M. Gattaz, estimant que le programme économique du candidat de droite François Fillon était « le plus pragmatique ». Il a en revanche jugé qu'Emmanuel Macron ne proposait « pas beaucoup de choses sur le plan des mesures ». Le numéro un du Medef s'est dit « pas convaincu du tout » par les propositions de l'ex-ministre de l'Économie d'augmenter la CSG pour supprimer les cotisations maladie et chômage, et de confier la gestion de l'Unedic à l'État. ■

## FEU VERT POUR ROUVRIER LA NÉGOCIATION SUR L'ASSURANCE CHÔMAGE

Le conseil exécutif du Medef a donné lundi son feu vert pour rouvrir la négociation sur l'assurance chômage, alors que les partenaires sociaux doivent se décider aujourd'hui. L'instance a donné mandat à Alexandre Saubot, le président du pôle social du Medef, pour « ouvrir une négociation avec les organisations syndicales afin de proposer une réforme ambitieuse, pérenne et qui permette de résoudre le déficit structurel de l'assurance chômage ». Le Medef rappelle « l'impérieuse nécessité de ne pas alourdir le coût du travail » et « le besoin de flexibilité de notre économie ». La négociation avait échoué en juin à la suite du refus du patronat de moduler la taxation des contrats courts, condition sine qua non de tous les syndicats à un éventuel

accord. Ces aspects doivent être « abordés avec les partenaires sociaux lors de leurs prochaines discussions », a souhaité le conseil exécutif, réaffirmant « son attachement à la gestion paritaire » de l'assurance chômage. L'organisation patronale appelle par ailleurs l'État à « prendre ses responsabilités », notamment sur l'indemnisation des travailleurs « frontaliers » et sur le « financement de Pôle emploi ». L'opérateur public est financé aux deux tiers par l'Unedic, le gestionnaire paritaire du régime, à hauteur de plus de trois milliards d'euros par an. Les partenaires sociaux doivent se retrouver aujourd'hui pour une dernière réunion de diagnostic du marché du travail, à l'issue de laquelle ils devront décider de rouvrir ou non la négociation.